

Frédéric Monier

Léon Blum

La morale et le pouvoir

ARMAND COLIN

NOUVELLES BIOGRAPHIES HISTORIQUES

Collection dirigée par Vincent Duclert

Dans la même collection :

Vincent Azoulay, *Périclès* (Prix du Sénat du livre d'histoire 2011), nouv. éd., 2016

Cécile d'Albis, *Richelieu*, 2012

Rémy Bernard, *Dioclétien*, 2016

Alain Chatriot, *Pierre Mendès France*, 2015

Rémi Dalisson, *Paul Bert*, 2015

Olivier Dard, *Charles Maurras*, 2013

Bertrand Lançon et Tiphaine Moreau, *Constantin*, 2012

Géraldi Leroy, *Charles Péguy*, 2014

Olivier Loubes, *Jean Zay*, 2012

Chantal Morelle, *De Gaulle*, 2015

Natalie Petiteau, *Napoléon*, 2015

Frédéric Seitz, *Gustave Eiffel*, 2014

Perrine Simon-Nahum, *Malbraux*, 2010

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
--	--



DANGER
LE PHOTOCOPIAGE
TUE LE LIVRE

Illustration de couverture : Léon Blum (1872-1950), homme politique français

Crédit photo ©Pierre Choumoff/Roger-Viollet

Conception de la couverture : Laurence Bériot

© Dunod, Paris, 2016

11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

©Armand Colin, Paris, 2016

ISBN : 978-2-200-35589-0

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Pour Claire, Joanna, Jules, Paul et Thomas

Du même auteur

- *Le complot dans la République. Stratégies du secret de Boulanger à la Cagoule*, La Découverte, 1998
- *La France contemporaine*, vol. 4 : *Les années vingt (1919-1930)*, Le Livre de poche 1999
- *Le Front populaire*, La Découverte, coll. « Repères », 2002
- *La politique des plaintes. Clientélisme et demandes sociales dans le Vaucluse d'Édouard Daladier (1890-1940)*, La Boutique de l'histoire, 2007
- *Corruption et politique : rien de nouveau ?*, Armand Colin, coll. « Éléments de réponse », 2011

Introduction

« Jacques Boulenger parle avec feu du rôle de l'historien, résigné à ne jamais écrire le livre définitif ; il sait que, dans deux ans, ou l'année prochaine, un livre nouveau tuera le sien. »

Jules Renard, *Journal*, 8 novembre 1902

Léon Blum occupe, depuis sa mort en 1950, une place singulière dans la mémoire collective des Français. Son nom reste attaché, inextricablement, aux souvenirs du Front populaire et de l'année 1936, un peu comme la figure de Charles de Gaulle demeure liée à un tournant de l'été 1940, ou le visage de Jaurès à l'été 1914. Blum, en ce sens, est bien entré au Panthéon moral de la collectivité nationale. Dirigeant de premier plan du Parti socialiste du lendemain de la Grande Guerre jusqu'au début de la IV^e République, premier socialiste à accéder à la direction d'un gouvernement, sa destinée semble, *a posteriori*, renvoyer à un moment qui le dépasse (1936), mais aussi à une histoire collective, celle du socialisme en République.

Pourtant, cette place symbolique occupée par Léon Blum n'a pas toujours été importante : « aujourd'hui », notait en 1998 l'historien américain Tony Judt, « Léon Blum est un homme quasi oublié¹ ». Quoiqu'exagéré, ce jugement lapidaire était juste. Il aurait été faux vingt ans plus tôt, et inexact une dizaine d'années plus tard. L'intérêt posthume porté à Léon Blum a fluctué, en fonction des situations politiques. En 1981, François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle, illustre sa campagne par une affiche restée célèbre. Son

slogan, la « force tranquille », toujours associée à la victoire de la gauche², renvoyait à une formule employée par Léon Blum. Dans son premier discours radiodiffusé en sa qualité de président du Conseil, le 5 juin 1936, il demandait à la « démocratie française » de faire preuve de « cette force tranquille qui est la garantie de victoires nouvelles³ ». En 1981, la référence à Blum s'accompagnait d'hommages de Pierre Mauroy, désigné Premier ministre par le nouveau président de la République. Comme les gestes de François Mitterrand, soigneusement mis en scène lors de son investiture le 21 mai – accolade à Pierre Mendès France, cérémonie au Panthéon –, la présence de Pierre Mauroy devant la tombe de Léon Blum à Jouy-en-Josas le 4 juin 1981 avait une valeur symbolique et politique. Pour mobiliser l'électorat de gauche avant les élections législatives des 14 et 21 juin 1981, Pierre Mauroy s'engageait à « poursuivre l'œuvre dont Léon Blum en 1936 a écrit les premières pages⁴ ». Son souvenir était alors une bannière.

Ce n'était plus le cas vingt ans après, lorsque, notait Tony Judt à la fin des années 1990, plus rien ou presque ne rappelait le grand homme, hormis une place portant son nom et sa statue à Paris dans le XI^e arrondissement. Environ dix ans plus tard, au milieu des années 2000, la situation évoluait encore, et la figure de Léon Blum était invoquée à l'occasion de nombreux débats publics. Certains de ces débats portaient sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. L'accent y était mis sur d'autres épisodes de la vie de Léon Blum que celui du Front Populaire, comme son engagement dans l'affaire Dreyfus ou son rôle de défenseur de la République pendant le procès de Riom en 1942. La figure de Léon Blum républicain, juif et résistant a pris plus de relief : Blum attaqué par l'extrême-droite entre les deux guerres, emprisonné par Vichy en 1940, déporté comme otage à Buchenwald en 1943, a acquis une valeur mobilisatrice, non pas nouvelle, mais peut-être plus forte que par le passé. Ce changement de regard est attesté par plusieurs indices : l'édition ou la réédition, à destination d'un large public, de textes de Léon Blum datant des années 1942-1945⁵, la création d'un cercle Léon Blum par des socialistes en 2003⁶, et une redécouverte du sionisme de Léon Blum, sous forme de réévaluation.

Les perceptions posthumes de Léon Blum ont changé à partir du début des années 2000 : les débats assez vifs qui ont eu lieu pendant

la campagne pour les élections présidentielles de 2007 le laissent entendre. Nicolas Sarkozy, candidat de l'UMP, s'est alors proclamé « héritier » de Jaurès et de Blum. Les socialistes, et la gauche de façon générale, ont dénoncé ce qui constituait pour François Hollande une « captation d'héritage ». Il y a « de l'imposture », a déclaré celui-ci le 11 février 2007, « à citer Blum quand on veut mettre en cause les 35 heures, quand Blum, lui, a fait les 40 heures et les congés payés⁷ ». Nicolas Sarkozy a maintenu ses positions, et la querelle politique autour de l'héritage du Front Populaire a persisté. « Je me sens, a-t-il affirmé à Caen le 9 mars 2007, l'héritier de l'enfant qui en 1936 grâce aux congés payés jette sur la mer son premier regard émerveillé et entend prononcer pour la première fois le mot "vacances"⁸. »

Cet éclairage rapide sur les perceptions posthumes de Léon Blum montre les usages politiques de sa mémoire et leurs fluctuations. Léon Blum est nimbé d'une aura d'exemplarité, mais, le temps passant, ce n'est pas toujours pour les mêmes raisons, ni au nom des mêmes valeurs. Cette auréole s'accompagne aussi de quelques légendes noires tenaces qui n'ont commencé à se résorber qu'avec l'entrée dans le *xxi*^e siècle. Deux de ces accusations peuvent être mentionnées : le choix de la non-intervention dans la guerre civile espagnole, perçue comme une trahison par les Républicains espagnols en 1936-1939 est la première. Elle est restée gravée dans les mémoires communistes, en France comme à l'étranger, y compris sous des formes exagérées, ou avec des erreurs. On pense, par exemple, à ce jugement sans appel de l'écrivain chilien, de gauche, Pablo Neruda dans ses souvenirs, à propos de l'accueil des républicains espagnols réfugiés en France en 1939. « Le gouvernement de Léon Blum, pressé par la réaction, les entassait dans des camps de concentration, les répartissait dans les forteresses et les prisons, les parquait dans les provinces d'Afrique, aux confins du Sahara⁹. » Léon Blum n'était alors plus au pouvoir. Autre accusation persistante dans les perceptions posthumes de Léon Blum, avoir accéléré l'américanisation culturelle de la France, les accords Blum-Byrnes en 1946 ayant facilité la diffusion de films américains sur le marché français¹⁰.

En dépit de cela, les représentations historiques de l'homme politique restent dominées par l'exemplarité, autrement dit par une forme

d'idéalisation. On le comprend mieux en comparant avec les légendes posthumes de quelques-uns de ses contemporains. Ainsi son double négatif, pour ainsi dire : Charles Maurras (1868-1952), dont Léon Blum (1872-1950) est le cadet de quatre ans, mais aussi l'opposé presque exact. Cofondateur du nationalisme français avec Maurice Barrès, Maurras, antisémite et xénophobe, antidreyfusard, monarchiste et mentor de l'Action française, a aussi été profondément pétainiste. Comme Léon Blum, Maurras a incarné une figure d'intellectuel en politique. L'un et l'autre avaient en commun une passion pour la littérature et la critique, dont témoignent leurs œuvres de jeunesse respectives. Maurras avait une prédilection pour la poésie, et Blum pour le théâtre. L'affaire Dreyfus a précipité des engagements antinomiques : Blum a cessé de recenser les articles de Charles Maurras, qui selon lui « raill[ait] agréablement les anarchistes littéraires » en 1894¹¹. Surtout, Maurras a poursuivi de sa vindicte Léon Blum après que celui-ci a commencé sa carrière politique en 1919. Blum représentait pour Maurras un objet de cristallisation de ses haines, et la violence de ses invectives lui a valu d'être condamné, en octobre 1936, à 250 jours de prison pour ses menaces de mort, par voie de presse, contre son ennemi devenu chef de gouvernement. À l'inverse de Blum, la mémoire de Maurras est encore entourée par l'« opprobre¹² ».

Cette exemplarité de Blum dans la mémoire collective a acquis, les années passant, une dimension moins politique et idéologique que morale. Cela s'explique au départ par des caractères propres au socialisme de Blum : il se présente comme une continuation du socialisme de Jaurès après sa disparition. Ce socialisme blumien s'affiche comme « une morale et presque une religion, autant qu'une doctrine », pour reprendre une expression, restée célèbre, d'une brochure de 1919 souvent rééditée¹³. Une aura de vertu nimbe Léon Blum. Elle est liée à la brièveté des gouvernements qu'il a dirigés : le premier, formé en juin 1936, démissionne un an plus tard en juin 1937 ; son deuxième gouvernement, en mars 1938, doit se retirer au bout de trois semaines ; quant au troisième, après la guerre, il dure un mois, de décembre 1946 à janvier 1947. Ayant peu gouverné, Blum aurait, pense-t-on souvent, préservé l'intégrité du mouvement socialiste, éloigné des compromissions du pouvoir. Cette aura rejaillit aussi sur des hommes politiques

dont il fut le mentor, en dehors même du Parti socialiste. C'est le cas notamment de Jean Zay, alors jeune parlementaire radical, que Blum choisit comme ministre de l'Éducation nationale en 1936, et qui périt assassiné par des miliciens en juin 1944. C'est aussi le cas de Pierre Mendès France, à qui Blum confia sa première charge ministérielle, dans son deuxième gouvernement de mars 1938. Après Jaurès, Blum aurait incarné dans l'imaginaire politique français une République de gauche et morale, reçue en héritage par Mendès France. Le 27 mai 1981, Pierre Mauroy, à l'issue du premier conseil des ministres, n'indiquait-il pas que « [son] gouvernement [devrait] être "le digne héritier" de celui de Léon Blum et retrouver "les qualités de franchise et d'efficacité" de celui de Pierre Mendès France¹⁴ » ?

Tout cela souligne, par contrecoup, les enjeux, mais aussi les risques et la raison d'être d'une biographie de Léon Blum. L'écriture d'une vie n'a, en histoire, aucune évidence, en dépit de l'ancienneté du genre. Elle oblige en effet à poser des questions historiques collectives par le biais d'une destinée individuelle : comment un homme, construit par la société de son temps, a-t-il pu en retour agir sur elle ?

De nombreuses biographies lui ont été consacrées : les premières sont publiées en 1937¹⁵ et 1938¹⁶, à la faveur de l'intérêt suscité, en France et aux États-Unis, par son premier gouvernement. Cette attirance politique et intellectuelle pour Léon Blum dans le monde anglo-saxon et en particulier outre-Atlantique s'est avérée durable. En forçant un peu le trait, les premières biographies scientifiques de Blum ont plus souvent été anglo-saxonnes que françaises. En dehors de l'essai que lui a consacré, en 1955, Colette Audry¹⁷, intellectuelle et socialiste, les premières études universitaires sont parues aux États-Unis : l'essai de l'historien britannique James Joll, qui considérait Blum comme l'intellectuel en politique par excellence¹⁸, le travail de Louise Dalby¹⁹, celui de William Logue sur les années de formation de Blum, avant sa carrière politique²⁰, et enfin l'analyse décisive de Joël Colton²¹. Seule réelle exception à cette tendance, les ouvrages majeurs d'un universitaire allemand, Gilbert Ziebura²². Il a forgé pour longtemps les cadres d'interprétation du socialisme démocratique de Léon Blum, et a éclairé son rôle dans le Parti socialiste SFIO²³ suite à la scission de Tours en 1920 entre socialistes et communistes français.

Ces études des années 1963-1973 ont été rendues possibles par la publication, en France, de *L'Œuvre* de Léon Blum. Cette entreprise, dirigée par son fils Robert (1902-1975), a été soutenue par la société des amis de Léon Blum, créée en 1950 et dont Vincent Auriol a fait partie, alors qu'il était président de la République²⁴. Neuf volumes ont été publiés, entre 1954 et 1972. Léon Blum, comme Mendès France ou de Gaulle, est l'un des rares hommes politiques français du xx^e siècle dont les livres, articles et discours ont été ainsi rassemblés. En dépit de sa masse, il ne s'agit pourtant pas d'une publication exhaustive : *L'Œuvre* ne comprend pas tous ses textes. Ainsi, son premier article publié par la *Revue blanche* en juillet 1892, sous le titre « Les progrès de l'apolitique en France²⁵ », a-t-il été écarté, non sans hésitation, du premier volume²⁶. Cette grande entreprise humaine et éditoriale a constitué le soubassement intellectuel des premières biographies scientifiques. Le dirigeant socialiste n'a pas été ignoré des historiens français, mais ceux-ci ont choisi de privilégier les questions d'histoire politique soulevées par Blum, plutôt que la compréhension d'une trajectoire individuelle. Un grand colloque en 1965 sur Léon Blum chef de gouvernement en 1936-1937 a ainsi porté sur « l'homme d'État aux prises avec la réalité quotidienne de la vie politique et de la vie sociale²⁷ ».

Les années 1963-1973 ont formé une première étape dans les recherches historiques sur Léon Blum. Les témoignages de ses proches, comme ceux de Jules Moch²⁸, ont été déterminants. Après le début des années 1970, l'accès à ses archives, facilité par son fils Robert, a nourri les études. Ces facteurs favorables ont présidé à la réalisation de la monumentale biographie de Léon Blum par Jean Lacouture, publiée en 1977²⁹. Pourtant, un certain nombre de papiers de Blum manquaient à l'appel et Jean Lacouture, se faisant l'écho de souvenirs familiaux et amicaux, estimait que les « archives personnelles [avaient été] saisies et probablement détruites par la Gestapo en 1940³⁰ ».

Parti se réfugier à Bordeaux à l'été 1940, Léon Blum laissa derrière lui son appartement parisien et l'ensemble des biens qui s'y trouvaient. Ils furent saisis par les Allemands quelques jours après leur entrée dans Paris, en juin 1940. Blum, juif, ennemi idéologique du Reich, fut l'une des nombreuses personnalités à subir cette spoliation³¹. Il en fut affecté,

comme il l'écrivit quelques mois plus tard à Jeanne Reichenbach, sa future femme : « Avoir ainsi vidé ma maison, en avoir déménagé, à ce que m'a dit Renée, quatre-vingts caisses pleines, je ne puis le concevoir que comme un acte de méchanceté volontaire, de cruauté³². » Séparées des livres et autres objets, les archives de Blum, d'abord utilisées par les Allemands, passèrent aux mains des Soviétiques en 1945 : ils les ont à leur tour exploitées, plus longuement, et conservées au secret, avec les autres fonds rassemblés dans les « archives spéciales », de la fin de la Seconde Guerre mondiale au début des années 1990³³. Ces archives ne sont devenues réellement accessibles qu'après 1989.

C'est alors que commence la deuxième étape dans les recherches historiques sur Léon Blum. Après la première phase des années 1963-1973, les années 1997-2008 connaissent une multiplication des sources documentaires. À côté des deux fonds d'archives de Léon Blum, dont certains pans méritent d'être encore explorés, on compte aussi d'autres fonds privés, qui font la part belle au dirigeant socialiste³⁴. Certains de ces documents ont fait l'objet d'éditions, telle celle, remarquable, de la correspondance entre Léon Blum et André Gide, de 1890 à 1950³⁵. On peut enfin mentionner des archives de surveillance policière, jusqu'à présent fort peu sollicitées. Léon Blum ayant été l'objet de l'attention de la police tout au long de sa carrière politique, on en a fait ici un assez large usage.

L'accès à des sources documentaires jusqu'alors peu connues est allé de pair avec un certain renouveau des débats sur Blum. Le chercheur Ilan Greilsamer – premier à consulter, alors qu'elles étaient encore à Moscou, les archives de Léon Blum spoliées en 1940 – en a tiré une remarquable biographie. Elle n'est pas conçue comme une « biographie politique », mais comme une « biographie personnelle » : l'homme Léon Blum était, à ses yeux, « un véritable personnage de roman³⁶ ». La perspective est différente, et plus politique, chez Serge Berstein³⁷, dont le travail d'une grande précision, a repris, avec d'autres teintes, les cadres d'interprétation posés dans les années 1967-1973 et affinés par la suite, notamment par Tony Judt³⁸. Blum, intellectuel juif en politique, y apparaît comme le défenseur, plus que l'inventeur, d'un socialisme démocratique fort peu imprégné de marxisme : ses choix intellectuels seraient, pour une bonne part, à l'origine de l'échec

du Front populaire comme gouvernement³⁹. Dans d'autres études récentes, comme celle de Vincent Le Grand, Blum apparaît, au contraire, comme le co-inventeur d'un mode de gouvernement original de la République⁴⁰. Blum, juriste au Conseil d'État de 1895 à 1919, resté célèbre pour quelques-unes de ses conclusions comme commissaire du gouvernement, serait donc avant tout un réformateur de la République, dont les projets, contrariés, n'auraient trouvé d'aboutissement partiel qu'après 1945.

Au regard de ces sources fort abondantes, voire pléthoriques, et de cette historiographie très dense, ce livre propose une biographie éclairée par une interrogation d'apparence modeste mais néanmoins conséquente : tenter de comprendre ce que Léon Blum représentait pour ses contemporains ou, en d'autres termes, ce qu'il incarnait en société.

Cela concerne surtout la deuxième partie de la vie de Blum, postérieure à son entrée dans la carrière politique. La plupart des travaux insistent sur le caractère très atypique de Blum dans le monde politique de son temps, qu'il s'agisse du monde des militants de gauche et du Parti socialiste, ou du personnel parlementaire et du monde des élus de la République. Blum, symbole d'un socialisme des intellectuels, a exercé un magistère au Parti socialiste SFIO, comme dirigeant de son groupe parlementaire, comme porte-parole du parti, sinon comme inspirateur de sa doctrine et gardien de son unité⁴¹. Or cette vision des choses, globalement exacte, ne doit pas occulter les limites de ce rôle. Blum a construit sa position sur le socle de la scission avec les premiers communistes français. C'est ce que la mémoire collective retient du congrès de Tours en décembre 1920. Blum y défend le maintien de la « vieille maison » socialiste contre ceux qui veulent, selon lui, courir l'aventure d'une nouvelle Internationale, communiste. Cette prééminence de Blum à la SFIO n'a rien d'une évidence, pas même pour les députés socialistes, souvent rétifs à la discipline de parti. Le magistère de Blum n'a pas empêché les scissions : ni en 1920, ni en 1933 au congrès de Paris, ni en 1938 au congrès de Royan. Blum dirigeant socialiste a autant été l'homme des ruptures militantes que de l'unité préservée.

En dehors de la SFIO et des militants socialistes au sens large, Blum apparaît comme un homme politique original : il détonne par rapport

aux parlementaires de son temps. La plupart des recherches soulignent ainsi son éloignement des questions locales, qui sont pourtant à la base du métier d'élu dans la France du premier xx^e siècle. Cela serait corroboré par le fait que, contrairement à tant d'autres, dont bon nombre de socialistes, Blum n'a presque pas exercé de mandat local (maire par exemple). Des études récentes montrent que cette vision est inexacte⁴². Blum a aussi été un professionnel de la politique, et s'est conformé à un certain nombre de pratiques, d'usages, de normes et de valeurs propres à la France républicaine⁴³.

Cette réputation d'étrangeté dans le monde politique français doit beaucoup aux accusations portées par les adversaires de Blum, dès les années 1920 et 1930, contre un homme dont ils disaient, et répétaient, qu'il n'appartenait pas à la société française. Les recherches historiques, depuis les travaux pionniers de Pierre Birnbaum⁴⁴, jusqu'aux études plus récentes de Tal Bruttman et Laurent Joly⁴⁵, ont mis en relief la force des expressions de haine antisémite qui l'ont visé, ainsi que plusieurs des hommes politiques dont il fut proche, comme Jean Zay ou Pierre Mendès France. La question de la haine et de la violence est déterminante : Léon Blum est, à ma connaissance, le seul parlementaire français de l'entre-deux-guerres à avoir été agressé par la foule, en janvier 1936, et à avoir couru le risque d'être lynché.

Léon Blum n'a pas essuyé que la colère ou la haine de ses contemporains. Bien au contraire, il a suscité dans la société française des réactions très positives. Il ne s'agit pas uniquement des amitiés personnelles d'un homme qui a pris beaucoup de soin, sa vie durant, à les cultiver, mais plus largement des formes d'admiration, d'enthousiasme, voire de ferveur dont Léon Blum a fait l'objet. Une lettre envoyée, en novembre 1936, par la femme d'un garde champêtre lui demande ainsi de « continuer la politique de cœur⁴⁶ ». Original, ce courrier est aussi exemplaire des élans politiques et émotionnels qui ont convergé vers Blum, avec une intensité toute particulière de 1935 à 1939. Cette enquête s'efforce de faire une place à ces hommes et ces femmes moins connus. Français ou étrangers, ils ont contribué à bâtir la destinée de Léon Blum, et à façonner, avec ou contre lui, cette place si particulière qu'il occupe encore aujourd'hui dans l'histoire de notre pays.

Un jeune poète parisien (1872-1895)

Le 11 avril 1872 à midi, « Abraham Blum, négociant » en textile, habitant au 243, rue Saint-Denis à Paris, vient déclarer la naissance de son fils André Léon⁴⁷. Sa mère, Adèle, Marie, Alice, née Picart, l'a mis au monde l'avant-veille à la maison. Abraham Blum est accompagné à la mairie de deux témoins, négociants eux aussi, habitant dans le même immeuble : Ernest Wormus et Célestin Lévy. Ce sont ses anciens associés à qui il a racheté, quelques années plus tôt, les parts de l'affaire dont il est devenu l'unique propriétaire⁴⁸.

Léon Blum n'a pas laissé de journal, de mémoires ou d'autobiographie, qui permette d'éclairer sa jeunesse. Comme l'ont remarqué ses descendants et ses biographes, il n'a rédigé et publié que quelques courts textes sur sa propre vie : ses *Souvenirs sur l'affaire Dreyfus*, publiés en 1935⁴⁹, les *Mémoires écrits en captivité*, et le *Dernier mois*, paru en 1946⁵⁰. Ce sont les seules œuvres où, note Antoine Malamoud, « Léon Blum accepte ainsi de découvrir ce qui l'anime personnellement, ce qui donne une unité et un sens tant à sa vie publique qu'à sa vie privée⁵¹ ».

S'il n'a presque rien livré à la postérité sur ses années d'enfance et de formation, Léon Blum a dû, en revanche, s'expliquer sur sa naissance et ses ascendants, à partir du moment où il est devenu un homme public et un gouvernant de premier plan. Les mentions portées sur l'acte de naissance de Léon Blum, au registre de l'état civil de

la mairie du II^e arrondissement de Paris, n'ont, depuis la seconde moitié du xx^e siècle, qu'une importance historique. Elles revêtent une importance politique dans la France des années 1930 à 1950.

Au milieu des années 1930, ses adversaires antisémites font courir à son sujet une rumeur xénophobe : Léon Blum ne se serait pas appelé Blum, mais Karfunkelstein ; il ne serait pas d'origine française, mais étrangère ; ses ancêtres ne viendraient pas de France, mais d'Europe centrale et orientale, sinon de Palestine. Karfunkelstein : voilà Blum « affublé » d'un « patronyme barbare » venu, dit-on, de Bulgarie⁵². Face à la rumeur, Léon Blum choisit, en novembre 1938, de rétablir la vérité, avec un article dans le quotidien national du Parti socialiste, *Le Populaire*⁵³. Paru sous le titre « Je suis Français », cet article demande aux « camarades » de répondre à la rumeur avec les éléments suivants :

« Je suis né à Paris le 9 avril 1872, Français, de parents français. Ma maison natale, 151, rue Saint-Denis, existe encore et chacun peut voir, en passant sa façade étroite et pauvre. Ma naissance a été déclarée à la mairie du II^e arrondissement de Paris. Mon père est né dans un village d'Alsace nommé Westhoffen, il y a maintenant plus d'un siècle, Français, de parents français. Ma mère est née à Paris, Française, de parents français. Mes quatre grands-parents sont nés français, en terre d'Alsace. Aussi loin qu'il soit possible de remonter dans l'histoire d'une famille plus que modeste, mon ascendance est purement française. Depuis que les Juifs français possèdent un état civil, mes ancêtres paternels ont porté le nom que je porte aujourd'hui. »

Publié le lendemain dans d'autres journaux socialistes⁵⁴, cet article entend livrer aux lecteurs des éléments vérifiables. Léon Blum est le seul chef de gouvernement de la III^e République à avoir dû justifier de la sorte sa nationalité française, et rappeler la vérité par voie de presse. Cette rectification n'a pas suffi à faire taire les rumeurs, qui ont persisté longtemps encore, y compris après la Shoah et la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1949, quelques mois avant le décès du dirigeant socialiste, la police parisienne découvre un tract affirmant : « Léon Blum n'est pas Français. [...] Léon Blum, de son vrai nom, s'appelle Karfunkelstein, il est le fils de Karfunkelstein, Juif allemand, instituteur israélite marié avec une demoiselle Arie, juive bulgare. Il est venu en France en 1874 ; les Juifs lui donnèrent l'ordre de tromper les Travailleurs Français [...] »⁵⁵. Face à l'antisémitisme,

conjugué à la haine du socialisme, l'identité même de Léon Blum a été l'enjeu d'un combat de longue haleine.

LA MAISON BLUM

Parisien, Léon Blum est issu de familles juives alsaciennes. Son père Abraham, appelé Auguste, est arrivé de son village à la fin des années 1840 pour tenter sa chance dans la capitale. Sa mère, Marie Picart, parisienne, est elle aussi issue d'une famille juive alsacienne. En l'absence de souvenirs du principal intéressé, ce sont les témoignages et mémoires de ses frères qui aident à retracer les premières années de Léon Blum. Il est le deuxième enfant d'une fratrie de cinq garçons : l'aîné Lucien Nathan (1869-1950)⁵⁶, puis Léon, Marcel Salomon (1875-1970), Georges Lazare (1877-1943) et enfin René Moïse, né en 1878 et tué à Auschwitz le 28 septembre 1942.

L'un de ces témoignages fraternels vient du benjamin : le magazine *Vu* publie, en juin 1936, un entretien où René Blum rappelle que « nous appartenons à une famille de petits commerçants ; dur travail, économie⁵⁷ ! ». Chez les Blum, affirme-t-il, pas « d'idée politique marquée », sauf chez la grand-mère maternelle, Henriette Cerf-Picart. Possédant une librairie et papeterie derrière le palais de justice, où venaient discuter des avocats, elle « s'intéressait beaucoup à la politique ». Ce témoignage corrobore l'une des rares confidences faites par Léon Blum sur son enfance. Alors qu'il réprouvait les entretiens avec des journalistes, il a néanmoins accepté de faire partie des dirigeants socialistes dont Louis Lévy, journaliste au *Populaire*, a réalisé des entretiens-portraits. Léon Blum y affirme que la femme dont il a subi la première influence a été sa grand-mère maternelle, lectrice de George Sand et Pierre Leroux. Elle avait été selon lui, « de cœur avec la Commune⁵⁸ ».

Dans ces déclarations *a posteriori* des deux frères Blum, il faut faire la part de la relecture du passé, fonction du rôle politique de Léon et de l'actualité des années 1930. En revanche, on peut tirer un enseignement de ces témoignages : Léon Blum et ses frères sont issus d'une petite bourgeoisie, qui relève d'un groupe spécifique, le monde juif

parisien de la boutique. Pourtant, cette famille ne semble leur avoir légué – grand-mère maternelle exceptée – aucune culture politique très marquée.

Le monde de la fabrique et du commerce textile se signale par une grande diversité de conditions sociales à la fin du XIX^e siècle, notamment chez les Français israélites⁵⁹. La famille Blum connaît une trajectoire ascendante portée par le succès commercial du père. Après avoir racheté leurs parts à ses deux associés, il crée la maison « A. Blum et frères, rubans et velours, soieries, tulles et crêpes, fantaisies pour mode ». Il y fait entrer ses deux frères, Henri (1851-1900) et Émile (né en 1837), partis d'Alsace. Cette trajectoire sociale ascendante est attestée par plusieurs éléments. Des changements de domicile successifs conduisent la famille, en plusieurs étapes, de la rue Saint-Denis au 14, rue du 4-Septembre. Issu de la petite bourgeoisie commerçante, Léon Blum est également un membre d'une « société juive » dont l'importance a crû dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Elle est restée « numériquement peu importante », environ 42 000 personnes à Paris à la fin du siècle. Il s'agit d'une société juive très hétérogène, composée « de juifs du Sud-Est et de Provence, de juifs d'Alsace et de Lorraine, mais aussi de juifs allemands, d'Europe centrale, de Russie et du Levant⁶⁰ ».

Les cadres sociaux de ce monde juif parisien connaissent alors de profonds renouvellements. Le premier est lié à la perte de l'Alsace-Moselle par la France, après le traité de Francfort de 1871 entérinant la défaite devant l'Allemagne. Elle entraîne l'arrivée de minorités d'Alsaciens-Lorrains optant pour la nationalité française, qui choisissent de partir de leur région d'origine. Même si l'on ne dispose pas d'éléments précis sur les oncles paternels de Léon Blum, les Alsaciens optant sont fort patriotes, ou en tout cas réputés tels. Le cas de la famille d'Alfred Dreyfus est emblématique : son père choisit d'opter pour la nationalité française au début d'octobre 1872. Alfred Dreyfus, né à Mulhouse en 1859, décide d'embrasser la carrière des armes, donc le service de la patrie, pour effacer la « rage » ressentie devant l'humiliation de la défaite française⁶¹. Dans ce cas, l'exil est motivé par l'attachement à la France républicaine et l'identité juive se décline comme israélite. L'historien Marc Bloch, né en

1886, évoque en 1940 ses origines familiales : « Mes deux oncles et [mon père] quittèrent volontairement leur Alsace natale, après son annexion au II^e Reich [...] j'ai été élevé dans le culte de ces traditions patriotiques, dont les Israélites de l'exode alsacien furent toujours les plus fervents mainteneurs⁶². »

Juif d'origine alsacienne, Léon Blum n'a jamais employé – semble-t-il – le terme « israélite », et a toujours préféré le terme « juif » pour se décrire, y compris en affirmant son appartenance à la « race juive⁶³ ». Ce choix n'est pas neutre : le mot israélite se substitue au terme de juif et traduit un « véritable projet politique ». Il s'agit du passage « du peuple des juifs à cette catégorie de Français de confession israélite, comme d'autres sont de confession catholique ou protestante⁶⁴ ». Ce projet politique, issu de l'émancipation réalisée par la Révolution française, est forgé tout au long du XIX^e siècle. Léon Blum n'emploie pas le mot juif pour exprimer une identité religieuse liée à une pratique. Des indices concordants laissent entendre que sa mère était pieuse. Avec leurs parents, ses frères et lui se rendaient, enfants, à la synagogue de la rue de la Victoire pour les grandes fêtes. Mais ce judaïsme, lié à un héritage familial, s'exprime surtout par un certain conformisme social.

Son groupe social d'appartenance connaît un autre renouvellement. Le monde de la fabrication et du commerce textile à Paris, dans lequel son père réussit, se transforme avec l'arrivée « d'une nouvelle population issue de l'émigration ashkénaze à partir de 1880 environ⁶⁵ ». L'éventail des positions sociales, dans ce monde juif parisien minoritaire, semble s'élargir. Les dernières années du XIX^e siècle sont marquées dans plusieurs villes du monde par l'apparition de ces nouveaux milieux formés d'immigrés. Ils créent le « Plezl de Paris⁶⁶ » dans la France de 1900. Il est composé « d'ouvriers juifs modestes et laborieux venus de l'Empire russe », « d'immigrés façonniers et de petits patrons en chambre⁶⁷ ». Entre ces milieux et la maison Blum, il y a des distinctions : la nationalité, la culture et la situation sociale. L'ascension de la famille Blum la conduit vers la bonne bourgeoisie et, notamment, la location d'une maison de campagne à Enghien-les-Bains, pour l'été. Cela ne les propulse pas pour autant dans la grande bourgeoisie juive parisienne⁶⁸.

Entre la famille de Léon Blum et ces élites, il y a de fortes différences, en termes de fortune.

Il existe aussi des points communs, qui tiennent aux difficultés particulières rencontrées dans la « quête de la réussite » sociale⁶⁹. Cette quête est commune à tous les groupes sociaux qui connaissent, alors, une forme de promotion. Elle est rendue plus difficile dans cette bourgeoisie juive, que des membres des élites plus anciennes, catholiques ou protestantes, considèrent comme des « parvenus juifs⁷⁰ ». L'ascension sociale et l'intégration culturelle des israélites est dénoncée par certains comme un péril menaçant la nation. En 1901, la pièce *Décadence*, d'Albert Guinon, met en scène un personnage de juif nouveau riche, Nathan Strohmann, qui, après de bonnes études au lycée Condorcet, épouse une jeune aristocrate catholique, dont la famille est lourdement endettée⁷¹. Léon Blum peut être considéré comme l'un des protagonistes de cette quête collective de réussite et de reconnaissance, avant d'en devenir, au temps de l'affaire Dreyfus, un témoin critique.

LE PRIX DE LA RÉUSSITE

La quête de réussite est d'abord familiale. Elle s'exprime dans les choix éducatifs faits par les parents de Léon Blum. Ils le placent à partir de 1876 dans différentes pensions puis l'envoient, en 1882, dans un établissement parisien très connu, le lycée Charlemagne, à une époque où ces études, payantes, sont destinées à une minorité. Le taux de scolarisation dans le secondaire des enfants de 10-17 ans est de 2,8 % en 1896⁷². Les petites classes des lycées, séparées des études primaires et primaires supérieures destinées au plus grand nombre, permettent seules de préparer le baccalauréat. Selon les souvenirs de son frère aîné, Lucien, « Léon fut à Charlemagne un excellent élève, ayant chaque année tous les premiers prix, y compris les langues étrangères et les mathématiques⁷³ ». Le jeune homme a d'excellents résultats : il se situe dans une élite scolaire récompensée au concours général (en histoire, en français, en philosophie). Lucien Blum, le frère aîné, est destiné par son père à reprendre l'entreprise familiale. Il doit quitter le lycée et interrompre ses études pour « aller en Angleterre faire un stage

commercial⁷⁴ ». Quant à Léon, il poursuit ses études, d'abord au lycée Charlemagne, puis au lycée Henri IV à la rentrée 1888. Il obtient son baccalauréat, à dix-sept ans, en juillet 1889. Les bacheliers représentent une étroite minorité de la société française : ils sont moins de 7 500 à obtenir ce diplôme cette année-là, c'est-à-dire moins de 1 % de la classe d'âge⁷⁵. Blum jette, après coup, un regard très critique sur sa formation. Dans une conférence publiée, en 1922, par la revue *La vie socialiste* de Pierre Renaudel, il compare le lycée à la caserne : pour y entrer, remarque-t-il, « on n'exige pas le témoignage d'une intelligence moyenne, mais le certificat d'une origine bourgeoise⁷⁶ ».

Léon Blum noue des amitiés très fortes avec plusieurs de ses camarades de classe et condisciples. Des correspondances nourries portent trace de ces relations. Elles montrent son entrée dans d'autres milieux sociaux, et la place qu'il occupe dans une jeune génération artistique et intellectuelle. L'amour de la littérature, de la poésie et du théâtre en particulier, le lie à André Gide au lycée Henri IV, depuis la rentrée 1888. En juin 1936, livrant ses souvenirs, Gide revient sur la naissance de leur amitié. « Je nous revois, Léon Blum et moi, fort épris de littérature et nous passant, de la main à la main, des copies de Sonnets de Hérédia, inédits encore, qu'avait transcrits notre autre camarade de classe René Berthelot⁷⁷... » René Berthelot (1872-1960), fils du chimiste Marcellin Berthelot, est l'ami le plus proche de Léon Blum. « Par Berthelot, le père, note Lucien Blum dans ses souvenirs, nous eûmes la joie de connaître les sonnets de José-Maria de Hérédia. Nous avons reçu un par un les manuscrits du *Vieil orfèvre*, d'*Antoine et Cléopâtre*⁷⁸. »

Aux premiers temps de leur amitié, Gide et Blum sont intégrés « au groupe de jeunes qui se constitue autour de Pierre Louÿs ». Celui-ci étudie au lycée Jeanson de Sully et crée l'éphémère *Potache Revue* au début de 1889 avec leur concours et celui d'autres amis, Marcel Drouin (1871-1943) alias Michel Arnault, Maurice Quillot et Maurice Legrand, alias Franc-Nohain⁷⁹. Avec Berthelot, Walckenaer et Gide, Blum est du petit cercle sur lequel Louÿs compte, en décembre 1889, pour ses projets de « revue sérieuse⁸⁰ ».

Léon Blum, issu de la petite bourgeoisie juive commerçante de Paris, brillant élève, est alors un jeune poète. Pourtant, à la différence

de ses amis ou connaissances Berthelot, Gide, Louÿs, Drouin, Valéry ou Legrand, il ne devient pas homme de lettres ou universitaire. « Léon Blum ne sait pas », note Gide dans son journal. « Il cherche ; il tâtonne ; a trop d'intelligence et pas assez de personnalité⁸¹ ». Il n'aurait pas « la tête encombrée de [s]on œuvre⁸² ». Gide, qui interrompt ses études pour se consacrer à l'écriture de ses premières œuvres (*Les cahiers d'André Walter*), est le fils d'un professeur de droit à la faculté de Paris : il est, lui, issu d'une famille de bonne bourgeoisie.

Cette différence sociale a sans doute pesé. Comme Marcel Drouin, Léon Blum prépare le concours d'entrée à l'École normale supérieure, de concert avec son ami René Berthelot. Il est admis en juillet 1890, avec un résultat – 23^e sur 25 admis – un peu inférieur à celui de Berthelot, reçu 9^e, mais avec plus de réussite que Drouin, admis l'année suivante. Ayant fait porter l'essentiel de ses efforts sur le concours, Léon Blum échoue à la licence de lettres, qu'il passe à la même période. Pierre Louÿs se désole de sa réussite à l'École normale : « Miséricorde, qu'est-ce que tu vas fabriquer dans cette infâme boîte ! Sur quels odieux Quintiliens vas-tu t'abrutir ? À quels pions desséchés vas-tu vomir, par pure flatterie, des injures à Baudelaire et des idioties sur Mallarmé⁸³ ? » La réaction de Gide, pour être moins féroce, n'en est pas plus réconfortante. Il lui demande « si tu veux t'en tenir à ce succès et le regarder comme un diplôme ou en profiter et commencer dès l'an prochain la première de tes trois années d'esclavage⁸⁴ ».

L'École normale déplaît fortement à Léon Blum, presque dès le début. Il passe sans doute plus de temps, pendant l'année scolaire 1890-1891, à écrire des poèmes et à vivre le début de sa vie mondaine, qu'à travailler. « Tu avais bien raison », écrit-il à Pierre Louÿs. « Jamais je n'aurais dû mettre les pieds dans cette maudite École. Je ne prendrai pas l'Esprit normalien, d'abord parce que ce n'est pas de l'esprit, et ensuite parce que je suis vraiment trop réfractaire. Mais je serai très malheureux : cela m'effraie⁸⁵. »

Au début de 1891, les projets littéraires échafaudés par Louÿs aboutissent à la création d'une revue, *La conque*, « anthologie des plus jeunes poètes ». Elle est publiée par Louÿs avec l'aide de dix « collaborateurs », dont Blum, Gide, Quillot, Arnault et Valéry. Chacun des

douze numéros est ouvert par un texte d'un auteur célèbre – Mallarmé, Verlaine, Maeterlinck – suivi de poèmes des jeunes gens⁸⁶.

Léon Blum publie des sonnets dès le premier numéro de la revue en mars 1891. Ces textes témoignent d'une veine poétique assez convenue, marquée par le symbolisme. On y retrouve des thèmes récurrents dans les premiers textes, en vers et en prose, du jeune Léon Blum, comme l'attachement aux souvenirs, ou l'expression élégiaque des premières amours.

« Les souvenirs du temps passé me sont très durs.
Chassez l'obsession des formes revenues
Allez! Faites monter des roses sur les murs
Plantez des arbres verts entre les avenues.

Je sens flotter dans l'air des odeurs inconnues.
Est-ce le lourd parfum des raisins déjà mûrs...
... Elle avait des yeux clairs et des pensers obscurs,
Des mots lascifs avec des poses ingénues.

Les souvenirs du temps présent restent en nous.
Nous avons beau prier et penser à genoux
On n'exorcise pas leur mirage rebelle.

Et cela reste en nous comme un parfum trop fort,
Ou comme un vieux refrain boiteux que l'on épelle...
Mon Dieu! Trouverons-nous le repos dans la mort? »

Les poèmes de Blum ne convainquent pas tous ses amis. En octobre 1891, Gide accueille le dernier numéro avec un commentaire peu amène. « La dernière *Conque*, que je lis seulement, est certainement une des meilleures. Blum seul et peut-être Watyn (?) y sont nuls, mais Blum tout particulièrement. C'est vraiment tristement mauvais⁸⁷. » Le jeune poète est surnommé par Louÿs et Gide « le bon jeune homme », « l'éphèbe Blum » mais aussi « Bob », par référence à un personnage d'un roman à succès de Gyp⁸⁸. Ce roman publié en 1882 invente un type d'enfant terrible et ingénu, de bonne famille, à la mode et maniéré. C'est un témoin du « conformisme menteur et complaisant » de la bonne société qui l'entoure⁸⁹. En dépit de l'antisémitisme virulent de Gyp, le personnage qu'elle a inventé : « le jeune Bob » fournit le surnom qui est resté le plus longtemps attaché à Léon Blum. Il renvoie à ce personnage social

de jeune bourgeois cultivé, charmeur et affecté qu'il incarne, aux yeux de ses amis, vers l'âge de vingt ans. Car il connaît alors un début de réussite mondaine.

« Léon avait beaucoup de succès dans les salons », se souvient son frère Lucien. « C'était, comme on disait, un "élégant valseur". » Pierre Louÿs introduit Blum et Gide dans plusieurs salons littéraires, notamment celui que tient José-Maria de Hérédia, chez qui Louÿs est reçu à partir de décembre 1890. Blum, les années suivantes, est entraîné dans un cercle d'amis dont la muse est Marie, la fille cadette de Hérédia, ensuite mariée à Henri de Régnier, puis maîtresse, en 1897, de Pierre Louÿs. On retrouve dans ce groupe Paul Valéry, ami proche de Gide et Louÿs⁹⁰. Après l'élection de son père à l'Académie française en 1894, Marie et sa sœur créent une académie pour rire, baptisée « académie canaque ». Le secrétaire perpétuel en est Marcel Proust, qui signe l'un de ses poèmes : « premier canaque de France⁹¹ ». Léon Blum en fait partie. Une anecdote, rapportée en 1937, veut que Léon et son jeune frère René, préparant un bal qui devait avoir lieu au Quai d'Orsay, aient fait irruption, par mégarde, dans le bureau d'Alexandre Ribot, ministre des Affaires étrangères entre mars 1890 et janvier 1893⁹².

Cet attachement à la littérature et à une certaine forme de vie mondaine est doublé d'une passion pour le théâtre. Tout cela contribue à expliquer le rejet de Blum pour l'École normale en 1890-1891 et sa difficulté à achever ses études. En 1891, multipliant les absences et les retards, il envisage un temps de démissionner de l'École normale supérieure. Cela contraste avec les normaliens les plus modestes, qui ont besoin de réussir par et avec l'École. Édouard Herriot, né lui aussi en 1872, est « orphelin de père, issu d'une famille de la petite classe moyenne rendue impécunieuse par des revers de fortune ». Il « ne doit de pouvoir poursuivre ses études qu'à une bourse qui lui permet de préparer avec succès le concours de l'École normale supérieure⁹³ ». Tel n'est pas le cas de Léon Blum. À l'été 1891, il échoue, pour la deuxième fois, à l'examen de la licence de lettres. Cela lui vaut – fait rarissime – d'être exclu de l'École normale supérieure.

LES CHEMINS DE LA RECONNAISSANCE

Léon Blum doit s'inventer un avenir qui concilie la quête de réussite sociale par le diplôme et la reconnaissance artistique, sinon mondaine, à laquelle il aspire. Cet avenir passe par la licence de lettres, obtenue finalement à la Sorbonne en 1892. Blum commence alors des études de droit, tout en suivant des cours à Sciences Po en auditeur libre. Il obtient sa licence de droit en 1894 : ce diplôme « représentait les deux tiers des licences accordées de 1896 à 1900⁹⁴ ». Quant à la reconnaissance, Blum l'attend, et l'obtient, avec la collaboration régulière à des revues, en particulier la *Revue blanche* à partir de 1892.

Ce rôle des revues, comme organe d'expression – littéraire, artistique, politique et scientifique –, est un trait caractéristique de la France de la fin du XIX^e siècle. « Les années 1880 marquent une véritable explosion du nombre des recueils périodiques puisque, entre les années 1850 et les années 1890, le nombre de titres annuellement créés est multiplié par quatre⁹⁵. » Entre 1872 et 1894, 569 périodiques portent le nom de revue⁹⁶. Ce phénomène est le fruit de plusieurs facteurs, dont la libéralisation de la presse réalisée par la loi républicaine de 1881. Les « grandes revues » politiques et littéraires sont « l'élément incontournable d'une culture d'élite pensée par et pour des élites ». Ce moment culturel coïncide avec la réorganisation de la sphère publique. De nouveaux acteurs individuels et collectifs font leur apparition, comme les intellectuels – le terme se diffuse avec l'affaire Dreyfus –, ou les partis politiques – légalisés par la loi sur les associations en 1901. Cette primauté des revues dans la vie culturelle ne se retrouve pas, à un tel degré, après la Première Guerre mondiale. Les jeunes générations, dans les années 1890-1910, en font un moyen privilégié de leur expression culturelle et de leurs stratégies de réussite.

« Normalien raté par dilettantisme, étudiant en droit intermittent et littérateur amateur⁹⁷ », Léon Blum parvient à concilier sa formation universitaire avec l'entrée dans la carrière littéraire, grâce aux revues. Après les deux créations de Pierre Louÿs (*Potache revue* puis *La conquête*), il collabore au *Banquet*, dont le premier numéro sort en mars 1892 : « Quelques jeunes gens ont imaginé qu'il n'était pas